

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Face-aux-mobilisations-citoyennes-les-Provinces-minieres-argentines-s-organisent>

Face aux mobilisations citoyennes, les Provinces minières argentines s'organisent

- Argentine - Économie -
Date de mise en ligne : vendredi 17 février 2012

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Le sujet est des plus sensibles et pourrait s'enkyster facilement. L'argentine est agitée depuis plusieurs semaines par des conflits opposant des citoyens, des représentants de communautés de peuples originaires, ou des défenseurs de l'environnement, aux grandes compagnies minières étrangères.

Celles-ci souhaitent étendre leur prospection et leur exploitation des gisements sans faire fi de la nature ou de la qualité de vie des habitants. Et devant les mouvements de protestations et les actions de défense de l'environnement, les gouvernements des différentes provinces argentines concernées généralement ont répondu par la répression, laissant penser qu'ils appuyaient les multinationales du secteur minier. Or devant la multiplication des foyers de protestation, ils ne peuvent continuer dans la même voie.

Justement l'Ofemi - *Organización Federal de Estados Mineros* - a donc été créée ces jours-ci, en présence du ministre de la planification pour coordonner les stratégies des gouvernements des provinces minières face aux multinationales. Cette organisation rassemble les gouverneurs des provinces de Jujuy, Salta, Catamarca, La Rioja, San Juan, Mendoza, Río Negro, Chubut, Santa Cruz et Neuquén.

Son objectif : Favoriser le développement des activités minières dans de meilleures conditions environnementales, en terme de développement et surtout redorer aussi leur image dans la société. Il s'agit aussi de parvenir à résoudre les conflits autour des activités minières en adoptant une sorte de consensus social, à partir du développement de travaux d'infrastructures qui profitent à la communauté, en facilitant aussi la création d'entreprises provinciales dans le secteur minier.

Unifier les critères d'application des normes en vigueur entre les provinces, mettre en place et des mécanismes d'intégration de la valeur ajoutée industrielle, substituer les importation de biens et matières premières miniers, récupérer les bénéfices financiers de cette activité font aussi partie des objectifs.

Du côté de la Chambre qui regroupe les entreprises du secteur minier (Caem), on voit plutôt cet accord entre provinces, d'un bon oeil. « *Le plus grand défi est le défi technologique national dans l'industrie minière et la capacité technique des travailleurs de ce secteur pour avancer vers une meilleure distribution de la richesse que génère l'activité minière au sein de la population* » a souligné le ministre de la planification, De Vido.

Mais voilà qui ne va pas forcément rassurer les populations qui localement tentent de protéger leur territoire, leur environnement. La démarche de l'Ofemi peut paraître plus que suspecte aux yeux des défenseurs des droits de l'environnement et des peuples indigènes le plus souvent touchés par les projets miniers.

Jeudi 16 février s'est tenue justement une Assemblée Citoyenne à Andalgalá - où les habitants protestent depuis plusieurs semaines contre le projet d'exploitation de mine à ciel ouvert « [La Alumbrera](#) », et alors que fut commémoré l'anniversaire, il y a deux ans, de la lutte contre le projet minier de « [Agua Rica](#) » qui s'était soldé par une violente répression. Dans ce contexte, certains groupes pro-miniers ont essayé de bloquer l'accès à la ville à la presse notamment, mais aussi au cinéaste et député Pino Solanas, dirigeant de « [Proyecto Sur](#) » qui a estimé d'ailleurs responsables de cette situation la gouverneur de la province de Catamarca, Lucía Corpacci, et le gouvernement national.

Comment le sujet ne le serait sensible pas alors qu'une série de conflits longs et réprimés par la police provinciale a

éclaté ces derniers mois notamment dans les provinces de la Rioja et Catamarca, la population ayant rejeté de nouveaux projets d'exploration et d'exploitation minières.

Il y a des questions environnementales mais aussi de développement économique local : quid de l'intérêt d'une exploitation à grande échelle des ressources non renouvelables sans lien avec l'économie ou la production locale et qui ne participe pas à la vie locale mais juste au développement des multinationales concernées. De plus ces questions ne se bornent pas à l'Argentine, plusieurs pays voisins sont confrontés aux mêmes revendications des populations. Il est donc urgent de les prendre en considération, et pas seulement en opposant une sorte d'alliance de façade des différentes provinces, au risque de voir sinon l'activité minière se transformer en poudrière.

Estelle Leroy-Debiasi pour [El Correo](#). Paris, le 17 février 2012

[\[Contrat Creative Commons\]](#)

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#).